

## 1. Comment va la France à la veille de 1789 ?

### a) Les trois ordres.

La France est divisée en trois ordres : la **noblesse** (le roi et sa cour), le **clergé** (les prêtres, curés, cardinaux, évêques, ...) et le **tiers état** (le reste du peuple : les paysans qui regroupent 9/10 de la population française, les artisans,...).

La France est dirigée par la noblesse et le haut-clergé. Ce sont ces deux ordres qui prennent les décisions, la plupart du temps à leur profit. Ils ne cessent d'augmenter les impôts. Le tiers état n'a aucun pouvoir et subit les décisions prises par la noblesse et le haut-clergé. Il paie de plus en plus d'impôts. Ainsi, la noblesse et le clergé s'enrichissent aux dépens du tiers état qui vit dans la misère.

### b) Une situation catastrophique.

A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, Louis XVI, mal conseillé, s'avéra incapable de faire les réformes nécessaires : les caisses de l'Etat étaient vides. Les difficultés économiques augmentèrent le mécontentement de la population qui souhaitait des changements.

### c) Les idées des philosophes des Lumières...

Les philosophes du XVIII<sup>ème</sup> s. (Montesquieu, Voltaire, Diderot...) ont contribué à dénoncer les inégalités et à demander plus de justice...

## 2. La Révolution de 1789 : « les grands moments ».

### a) Les états généraux.

En 1789, Louis XVI convoqua les **états généraux** dans l'espoir de trouver une solution pour remplir les caisses de l'Etat. A cette occasion, les Français furent invités à rédiger des **cahiers de doléances** dans lesquels ils exprimèrent leurs critiques et leurs souhaits concernant l'Etat, l'administration, la vie quotidienne...

**Les états généraux se réunirent le 5 mai 1789 à Versailles.** Les députés du tiers état, qui étaient les plus nombreux, espéraient imposer des réformes, mais pour les votes, le roi accorda une voix à chaque ordre : une pour la noblesse, une pour le clergé et une pour le tiers état, qui était donc en minorité face aux ordres privilégiés.

Mécontents, les députés du tiers état s'engagèrent à ne pas se séparer sans avoir donné une constitution à la France : ce fut le **serment du Jeu de paume, le 20 juin 1789**. Après le ralliement de quelques députés de la noblesse et du clergé, ils transformèrent les états généraux en **assemblée constituante** : Louis XVI perdait ainsi son pouvoir absolu.

### b) La prise de la Bastille.

Pour réaffirmer son autorité, Louis XVI fit venir 20 000 soldats à Paris, ce qui provoqua des manifestations populaires. Le 14 juillet 1789, le peuple de Paris s'empara de la Bastille, prison symbole de l'absolutisme royal.

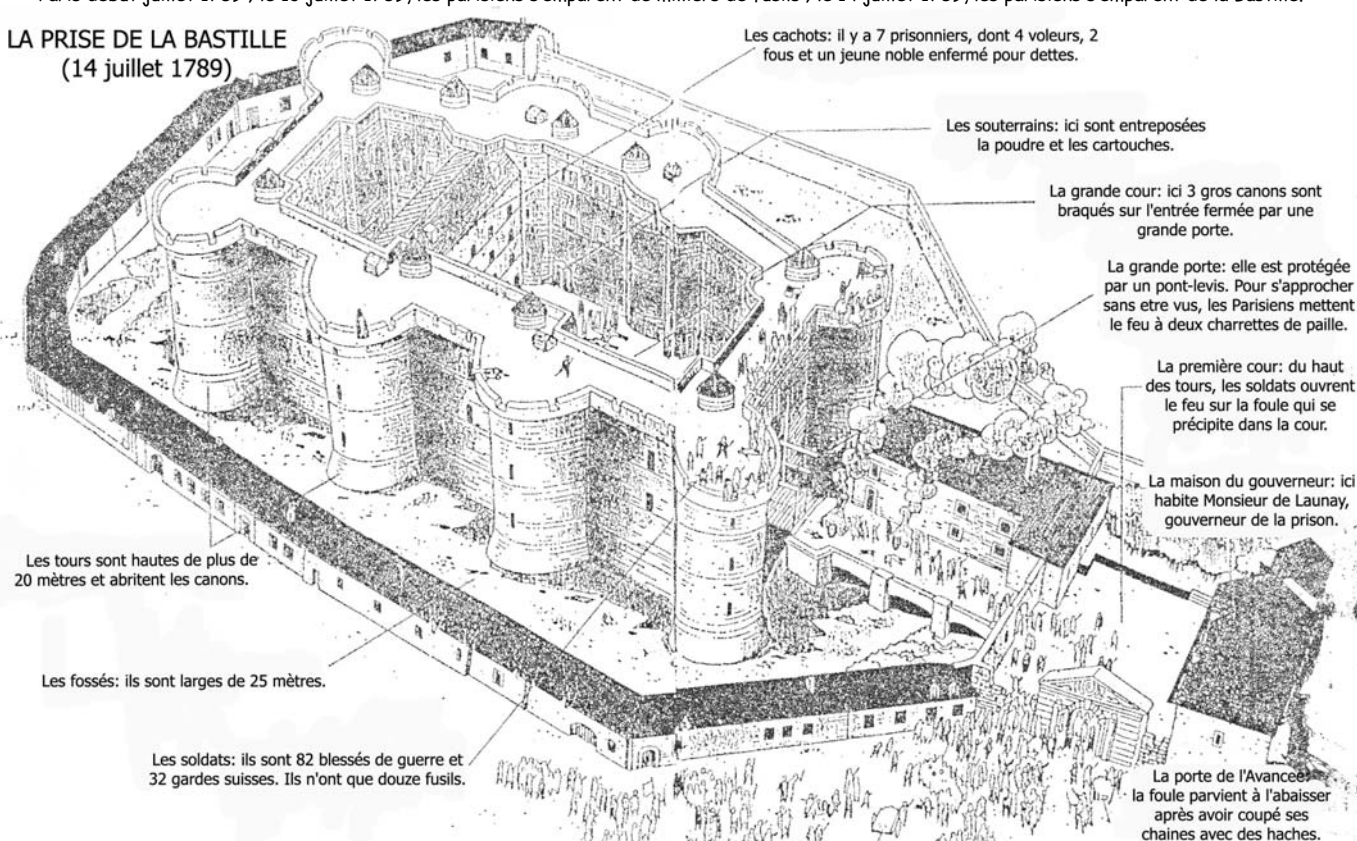
Le mouvement de révolte se propagea depuis Paris vers les autres villes. Dans les campagnes, les paysans, qui souffraient de la disette (famine), s'armèrent et attaquèrent des châteaux : ce mouvement fut appelé la " Grande Peur ".

Impuissant, Louis XVI ne put arrêter la Révolution qui gagna tout le pays.

### Mais pourquoi les parisiens ont-ils pris la Bastille ? A vous de mener l'enquête...

Quelques informations à connaître avant de commencer l'enquête sur le document : Louis XVI a massé des régiments (troupes armées royales) autour de Paris début juillet 1789 ; le 13 juillet 1789, les parisiens s'emparent de milliers de fusils ; le 14 juillet 1789, les parisiens s'emparent de la Bastille.

#### LA PRISE DE LA BASTILLE (14 juillet 1789)



### c) L'abolition des privilèges.

Dans la nuit du 4 août 1789, l'Assemblée vota l'abolition des privilèges. Le 26 août 1789, elle adopta la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui établissait l'égalité de tous devant la loi et garantissait les libertés fondamentales de chacun. Ces décisions marquèrent la fin de la société d'Ancien Régime !

#### Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789

Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les Membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que leurs actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen.

**Art. 1er. -**

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

**Art. 2. -**

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

**Art. 3. -**

Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

**Art. 4. -**

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.

**Art. 5. -**

La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

**Art. 6. -**

La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

**Art. 7. -**

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

**Art. 8. -**

La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

**Art. 9. -**

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

**Art. 10. -**

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

**Art. 11. -**

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

**Art. 12. -**

La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

**Art. 13. -**

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

**Art. 14. -**

Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

**Art. 15. -**

La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.

**Art. 16. -**

Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

**Art. 17. -**

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

#### Vocabulaire :

**Les doléances :** réclamations, plaintes

**L'abolition :** la suppression, l'annulation.

**Une constitution :** un ensemble de lois qui définit les rapports entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.

**Une assemblée constituante :** un groupe de personnes chargées de rédiger une constitution.

**Les états généraux :** la réunion des représentants (les députés) des trois ordres convoquée par le roi de France.

### 3. La Monarchie Constitutionnelle (1790 - 1792).

#### a) Les transformations politiques.

Le 14 juillet 1790, anniversaire de la prise de la Bastille, le Roi jura fidélité à la nation. La constitution de 1791 instaura la **monarchie constitutionnelle**. Après avoir achevé la constitution, en 1791, l'**Assemblée Constituante** cède la place à l'**Assemblée législative**. Louis XVI, grâce à un **droit de veto** qui lui permettait de s'opposer au vote d'une loi pendant quatre ans au plus (au-delà la loi entre en application) bloque le gouvernement du pays. Il espère que les souverains étrangers lui permettront de retrouver son pouvoir (les souverains de Prusse, d'Autriche, d'Angleterre et de Russie ont peur que leurs sujets suivent l'exemple français et se révoltent à leur tour : d'où leur coalition contre la France ).

Les anciens impôts furent supprimés et remplacés par d'autres, plus justes. L'Assemblée créa une nouvelle monnaie : les assignats (des billets). La justice, désormais gratuite, fut confiée à des juges élus et la torture abolie.

L'Assemblée instaura la liberté de la religion et déclara que les biens du clergé appartenaient désormais à l'État. Dépourvu de ses biens, le clergé était désormais payé par l'État ; en contrepartie, il devait jurer fidélité à la Constitution. Certains prêtres, soutenus par le pape, refusèrent de prêter serment : on les appelle les prêtres réfractaires. Comme de nombreux privilégiés, ils quittèrent la France.

**Mais la constitution de 1791 n'accorde pas le droit de vote à tous les français.** Tous les députés envoyés à l'assemblée constituante ont une certaine fortune : ils ne pensent pas que les pauvres doivent participer au gouvernement. Ainsi ne donnent-ils le droit de vote qu'aux gens assez riches pour payer une certaine somme d'impôts. La constitution n'accorde pas non plus le droit de vote aux femmes !

#### b) La fuite puis la chute du roi.

Louis XVI n'était pas en accord avec le régime de monarchie constitutionnelle et se sentait prisonnier de la Révolution. En juin 1791, il tenta de fuir à l'étranger avec sa famille. Arrêté à **Varennes**, il fut ramené à Paris. A partir de ce moment, le peuple français perdit toute confiance en lui. Le 10 août 1792, les Parisiens s'emparent des Tuileries (château parisien du roi) et obtiennent la déchéance du roi : le roi est emprisonné pour trahison envers la nation française.

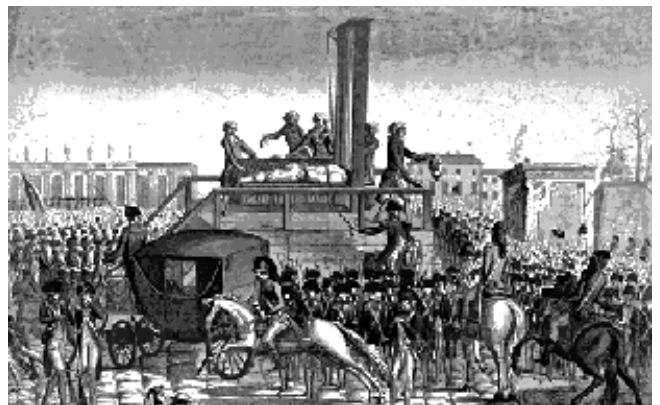
Une nouvelle assemblée, la **Convention**, abolit la royauté et proclame la **République le 21 septembre 1792**.

### 4. La Convention puis le Directoire (1792 - 1799).

#### a) La Convention (1792 - 1793).

Au sein de la **Convention**, deux groupes de députés s'opposaient : les **Girondins** modérés et les **Montagnards** (dont Danton, Robespierre et Marat) qui, avec l'appui des **sans-culottes**, voulaient poursuivre la Révolution.

Les Montagnards, de plus en plus influents, condamnèrent le Roi à mort pour trahison envers la patrie et le firent **guillotiner** le 21 janvier 1793.



L'exécution du roi Louis XVI le 21 janvier 1793.

La France se trouvait alors en proie à de sérieuses difficultés : une grave crise économique frappait le pays ; en Vendée, les Chouans, qui soutenaient le roi, organisèrent une vaste insurrection pour tenter de mettre fin à la Révolution ; enfin des armées étrangères faisaient subir à la France de lourdes défaites.

#### b) La Terreur (1793 - 1795).

Pour régler ces problèmes, des Montagnards dirigés par **Robespierre** (le Comité de salut public) prirent le pouvoir en 1793 et instaurèrent la **Terreur** (des mesures énergiques pour défendre et réorganiser le pays):

- ils firent guillotiner ceux qu'ils considéraient comme des ennemis de la Révolution (les Girondins et même quelques Montagnards comme Danton... = tous les opposants) ;

- ils envoyèrent des troupes en Vendée pour combattre les Chouans ;

- ils recrutèrent 700 000 soldats supplémentaires pour mettre fin aux guerres extérieures.

En 1794, lassés des excès de la Terreur, certains membres de la Convention firent arrêter et exécuter Robespierre et ses amis et rétablirent la paix dans le pays. Le 26 octobre 1795, la Convention se dissout.

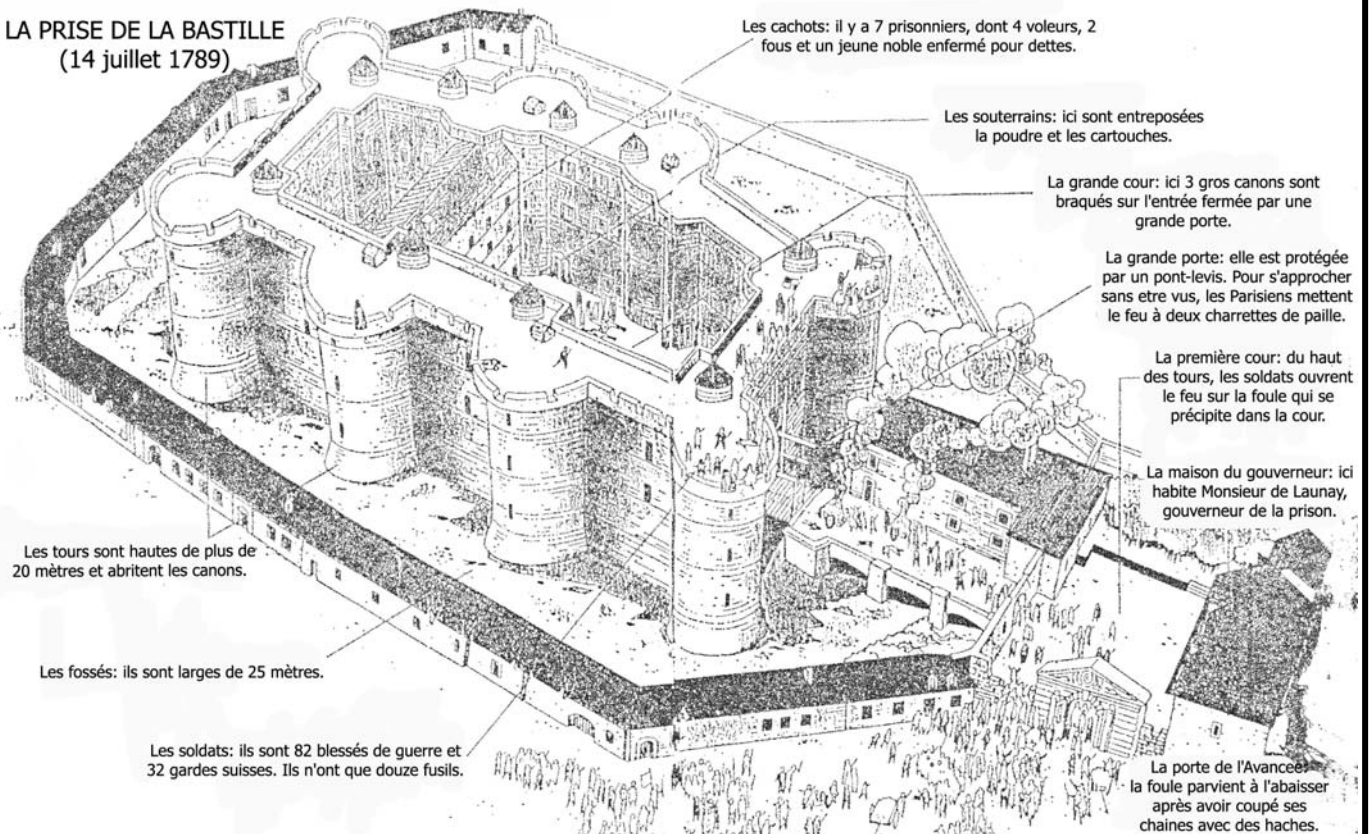
#### c) Le Directoire (1795 - 1799).

En 1795, une nouvelle constitution fut adoptée, qui confiait le pouvoir exécutif à cinq "directeurs", le **Directoire**, et le pouvoir législatif à deux assemblées. Le Directoire se heurta à l'opposition violente des Jacobins (les anciens Montagnards) et des royalistes ("supporters du roi"). Il dut également faire face à de graves difficultés financières...

## Mais pourquoi les parisiens ont-ils pris la Bastille ? A vous de mener l'enquête...

Quelques informations à connaître avant de commencer l'enquête sur le document : Louis XVI a massé des régiments (troupes armées royales) autour de Paris début juillet 1789 ; le 13 juillet 1789, les parisiens s'emparent de milliers de fusils ; le 14 juillet 1789, les parisiens s'emparent de la Bastille.

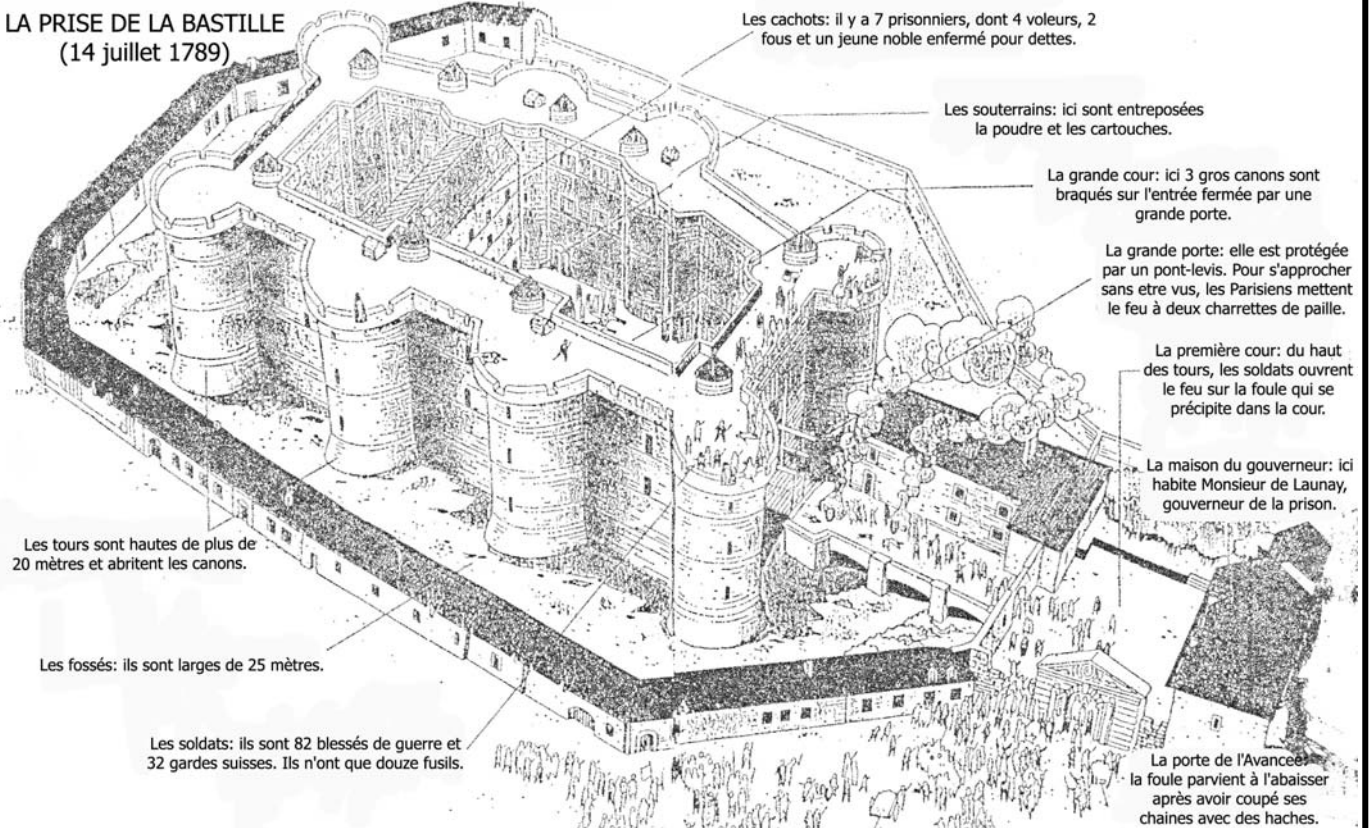
### LA PRISE DE LA BASTILLE (14 juillet 1789)



## Mais pourquoi les parisiens ont-ils pris la Bastille ? A vous de mener l'enquête...

Quelques informations à connaître avant de commencer l'enquête sur le document : Louis XVI a massé des régiments (troupes armées royales) autour de Paris début juillet 1789 ; le 13 juillet 1789, les parisiens s'emparent de milliers de fusils ; le 14 juillet 1789, les parisiens s'emparent de la Bastille.

### LA PRISE DE LA BASTILLE (14 juillet 1789)





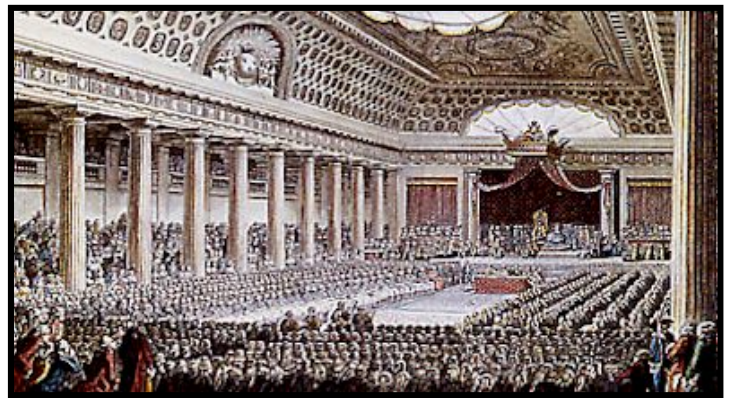
## Un cahier de doléances.

Sire, nous sommes accablés d'impôts de toutes sortes ; nous avons donné jusqu'à présent une partie de notre pain, et il va bientôt nous manquer si cela continue. Si vous voyiez les pauvres chaumières que nous habitons, la pauvre nourriture que nous prenons, vous en seriez touché. Cela vous dirait mieux que nos paroles que nous n'en pouvons plus et qu'il faut nous diminuer nos impôts. Ce qui nous fait bien de la peine, c'est que ceux qui ont le plus de bien paient le moins. Nous payons la taille, et le clergé et la noblesse rien de tout cela. Pourquoi donc est-ce que ce sont les riches qui paient le moins et les pauvres qui paient le plus ? Est-ce que chacun ne doit pas payer selon son pouvoir ? Sire, nous vous demandons que cela soit ainsi, parce que cela est juste.

Les paysans de Culmont (un village français), 1789.

### Questions :

1. Qui est le « Sire » auquel s'adressent les paysans ?
2. Les paysans désirent-ils encore être gouvernés par le roi lorsqu'ils écrivent leurs doléances en 1789 ? (justifie)
3. Décris la situation des paysans en 1789.
4. Quelle principale injustice dénoncent-ils dans ce cahier ?
5. Que demandent-ils au roi pour réparer cette injustice ?
6. Cet extrait pourrait être divisé en 3 parties : retrouve-les et entoure la 1<sup>ère</sup> partie en bleu, la 2<sup>de</sup> en rouge et enfin la 3<sup>ème</sup> en vert puis donne à chacune une phrase-titre.



### **Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 (extraits).**

#### **Art. 1er. -**

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

#### **Art. 2. -**

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

#### **Art. 3. -**

Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

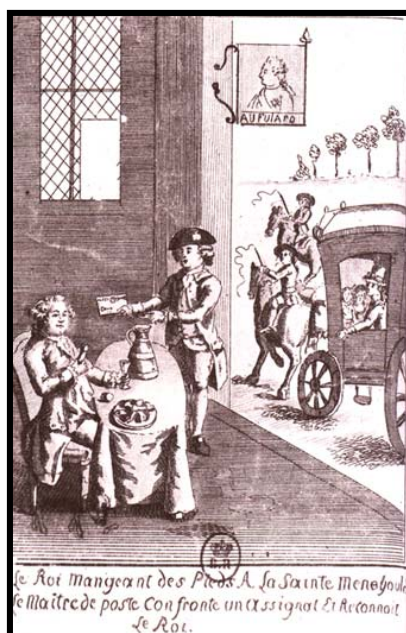
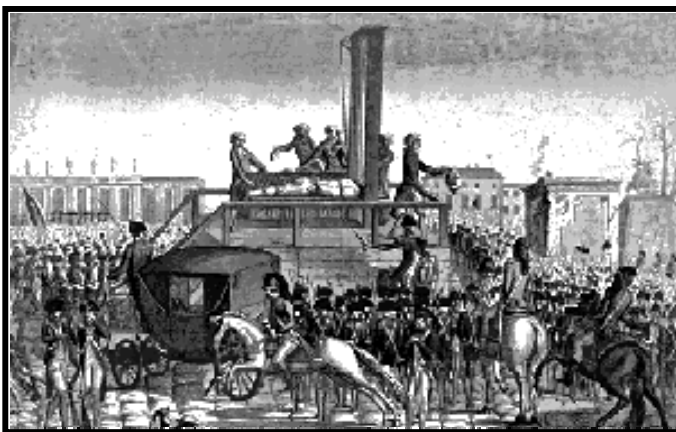
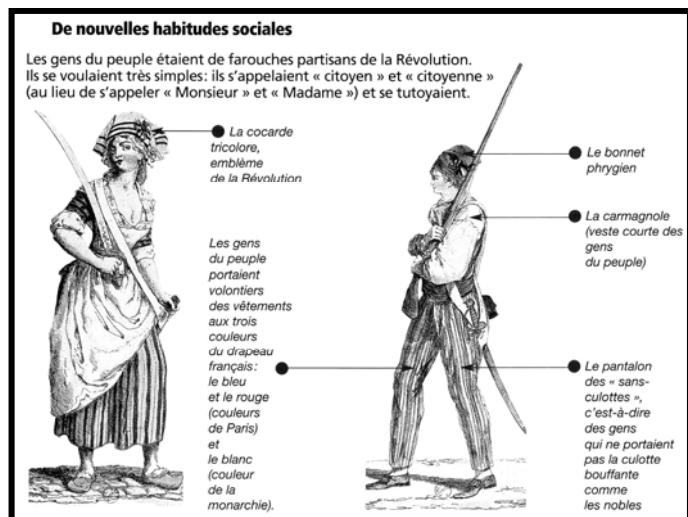
#### **Art. 4. -**

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.



## Comparaison des pouvoirs avant 1789 et après la constitution de 1791.

	Avant 1789	D'après la Constitution de 1791
Pouvoir détenu par le roi	Le roi	L'Assemblée législative
Décision ou vote des lois	Le roi <u>décide</u>	L'Assemblée législative mais avec le droit de veto du roi
Justice rendue par	Le roi et les seigneurs	Des juges élus
Divisions du peuple français	Trois ordres	Tout le monde a les mêmes droits (=il n'y a plus d'ordre)



### Sainte Menehould

Nuit du 21 au 22 juin 1791

Le roi et la famille royale déguisés en bourgeois pour fuir la capitale sont reconnus par le maître de poste Jean-Baptiste Drouet à l'étape de Ste Menehould. Celui-ci prévint aussitôt les autorités de la ville et se lançant à la poursuite des fugitifs, il les fit arrêter à Varennes.

Gravure d'époque:  
On y voit le roi mangeant des pieds dans une auberge "Au fuyard" pendant que la famille royale attend dans la berline. Il est reconnu par confrontation avec son portrait figurant sur les assignats.

## Le retour du roi à Paris

la famille des cochons ramenée à l'étable

On voit à travers cette caricature sur le retour de la famille royale aux Tuileries après Varennes, le niveau de mépris où est tombé le roi suite à sa fuite...

